



À Monsieur Frank MULLER  
EMCA S.A.  
11, rue Principale  
L-6557 Dickweiler

Bertrange, le 18 mars 2025

**Lettre recommandée avec AR**

Référence INRA : 0502-C/22.4267  
Référence du MECB : 101487

**Objet : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE). Réévaluation du projet d'aménagement d'une éolienne dans le cadre du projet « Oekostroum Hëlzen » sur le territoire de la commune de Wincrange, parcelles cadastrales n° 1522/1831, 1522/1832, 1522/2, 1524/2538, 371/2766, 1070/1288, 1070/2659 et 1300/4452**

**Concerne : Avis de l'INRA suite à la modification du projet**

Monsieur Muller,

Suite à votre demande, nous avons réévalué le dossier mentionné sous rubrique, dont les plans modifiés des travaux de terrassement et de raccordement nous ont été transmis le 3 mars 2025.

Suite à l'examen de ce dossier, nous constatons que **le projet modifié présente un impact sur le patrimoine archéologique**. En effet, contrairement aux informations présentées dans le cadre du scoping du projet, pour lequel nous avons émis un avis le 20 mai 2022, la surface du terrain devant être décapé a été élargie. Par ailleurs, les dernières recherches dans ce secteur ont pu révéler l'existence de plusieurs sites archéologiques, notamment de l'époque protohistorique, à proximité du terrain en question. Ainsi, l'INRA recommande fortement au maître d'ouvrage d'effectuer une opération archéologique sous forme de sondages de diagnostic dans l'ensemble du terrain qui devra être décapé, à savoir sur les parcelles cadastrales 1522/1831, 1522/1832, 1522/2 et 1524/2538.

Si cette opération de diagnostic archéologique s'avère être négative et si aucun site archéologique n'a été découvert pendant l'opération, le terrain du projet en question bénéficie d'une levée de contrainte archéologique. Au contraire, si des structures archéologiques sont mises au jour pendant l'opération de diagnostic archéologique, l'INRA prendra une décision en fonction de leur nature, de leur importance et du degré de leur conservation. L'INRA peut recommander au maître d'ouvrage de modifier le projet d'aménagement. Si la conservation des vestiges n'est pas possible, l'INRA recommandera d'y effectuer des fouilles d'archéologie préventive, suite auxquelles le terrain sera libéré de contraintes archéologiques et donc libre pour toutes constructions.

**Veillez noter que dans le cadre de l'EIE, les frais des opérations d'archéologie préventive sont à charge de l'exploitant. Ainsi, il est nécessaire d'inclure dans l'évaluation des incidences sur l'environnement les résultats de l'opération des sondages de diagnostic archéologique et ceux d'une éventuelle opération de fouille préventive. Le requérant doit donc prévoir un délai imparti et un budget pour la réalisation des opérations recommandées par l'INRA.<sup>1</sup>**

Pour information, une autorisation du Ministère de la Culture<sup>2</sup> est nécessaire pour toute opération archéologique. Elle est à solliciter auprès de l'INRA par l'opérateur Archéologique agréé désigné par le maître d'ouvrage. Quant aux autorisations d'accès aux terrains concernés, elles devront être obtenues avant le début de l'opération des sondages de diagnostic archéologique. Si des autorisations d'autres ministères ou administrations étatiques ou communales sont obligatoires avant la réalisation de sondages de diagnostic archéologique, une copie de ces documents devra être transmise à l'opérateur archéologique par le maître d'ouvrage.

En ce qui concerne le tracé du raccordement, il ne présente qu'un faible impact sur le patrimoine archéologique. Par conséquent, j'ai l'honneur de vous informer qu'il ne sera pas nécessaire d'effectuer une opération d'archéologie préventive dans le cadre de l'aménagement du raccordement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



David WEIS  
Directeur

Annexes : plan du projet modifié HELZ-250116-INRA

Copie à : Charel Gleis du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

---

<sup>1</sup> Article 7 et article 21 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

<sup>2</sup> Article 11 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel et Articles 4 - 8 du règlement grand-ducal du 9 mars 2022 précisant les modalités de la demande et de la délivrance de l'agrément des opérateurs archéologiques, fixant les conditions de demande et d'octroi de l'autorisation ministérielle nécessaire pour accomplir des opérations d'archéologie et déterminant les modalités de saisine et les documents à joindre à la demande de protection d'un élément immeuble relevant du patrimoine archéologique